

TRANSPARENCE, PROTECTION DES DONNÉES ET JUSTICE
LA JURISPRUDENCE DE LA CHAMBRE
ADMINISTRATIVE AU SUJET DE LA LIPAD



Jean-Marc VERNIORY

I - Contexte

- A. Contexte législatif :
 - LIPAD actuelle = résultante de deux projets successifs
 - PL 8356, eev 01.03.2002 = transparence
 - PL 9870, eev 01.01.2010 = protection des données
 - En avance sur la LTrans, en retard sur la LPD
 - Transparence : avant la plupart des cantons
 - Entités concernées : LIPAD 3
 - LIPAD 3 II a = spécificité genevoise



- B. Contexte judiciaire
 - Juridiction compétente = CJCA (év. CAPJ)
=> aussi ACST/4/2015 (IP), 12/2016 & 14/2016 (PrD)
 - Statue en première instance (mais procédures de médiation et de préavis!)
 - CJCA : LIPAD est un domaine parmi d'autres
 - Peu de contentieux : - de 70 arrêts depuis 2002
Et redondances : arrêts sur partie, sur frais, décisions procédurales...
 - En augmentation : 15 en 2015, 12 en 2016
 - Concerne surtout l'accès aux documents



- Sur Internet :
 - Site : ge.ch/justice/dans-la-jurisprudence/
 - > chambre administrative > taper "LIPAD" dans les métadonnées (1^{ère} ligne du formulaire)
 - Lois : www.silgeneve.ch ; www.ge.ch/legislation
 - Site privé : www.loitransparence.ch
 - Et bien sûr : www.ge.ch/ppdt

II – Jurisprudence

1. ATA/48/2003 du 21.01.2003

Domaine : AD

Entité visée : EPA - HUG

Demande : accès aux 2 conventions HUG-CERN sur prise en charge et facturation en division privée

Demandeur : SA (hôpital privé)

Consid. : Dénie aux personnes morales le droit d'accès aux documents car but de la LIPAD = participation à la vie publique et liberté d'information (jp renversée depuis)

Autres réf. : -



2. ATA/244/2003 du 29.04.2003

Domaine : AD

Entité visée : PJ

Demande : Accès à un dossier pénal clos et à des demandes de révision pénales archivées

Demandeur : Fils d'un célèbre condamné

Consid. : Examen sous l'angle de la LArch, car documents litigieux archivés avant d'être soumis à la LIPAD

Application stricte de LArch 12 IV

Autres réf. : -



3. ATA/634/2003 du 26.08.2003

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : (consultation et) copie des comptes annuels de divers partis politiques en mains du SVE

Demandeur : Avocat

Consid. : LIPAD pas applicable car partis = personnes privées non visées par la loi, et comptes en cause ≠ documents car pas relatifs à l'exercice d'une tâche publique ; dt de consulter n'emporte pas droit de lever copie

Autres réf. : Annulé par ATF 1P.601/2003 du 26.11.2003



4. ATA/297/2004 du 06.04.2004

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : Accès au rapport d'une commission sur les risques majeurs (sur l'organisation de mégaconcerts)

Demandeur : Organisateur de concerts mis en cause

Consid. : LIPAD pas applicable vu but du recourant (préparer une éventuelle défense pénale), ou alors refus de consultation justifié car entraverait règles de consultation du dossier pénal (pas encore d'inculpation en l'espèce)

Autres réf. : -



5. ATA/752/2004 du 28.09.2004

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : Accès à un «audit relationnel» au sein de l'ex-OCL

Demandeur : Journal / société de presse

Consid. : Qpa de la recourante admise (revirement)

Rec. admis s/ la base d'une pesée des intérêts
entre information du public et respect de la vie privée de
certains des collaborateurs

Autres réf. : -



6. ATA/807/2005 du 29.11.2005

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : Vote électronique, copie du code-source, accès à la documentation du fabricant, à l'audit anti-piratage, et au contrat entre l'État et la société informatique

Demandeurs: Deux citoyens pro-logiciels libres

Consid. : Droit d'accès ouvert sans restriction

Solution différenciée : copie du code-source mais avec clause de confidentialité LDA, non-existence de la documentation, offre contractuelle couverte par le secret des affaires (refus), et refus d'accès pour l'audit car trop sensible

Autres réf. : -



7. ATA/231/2006 du 02.05.2006

Domaine : AD

Entité visée : PJ

Demande : Accès à de nombreux doc., not. comptes annuels, de l'autorité de surveillance LP entre 1996 et 2002

Demandeur : Politicien (mis en cause par AS-LP)

Consid. : Un tri devrait de toute façon être fait

Refus d'accès car travail de tri et de caviardage trop considérable (LIPAD 26 V)

Autres réf. : ATA/564/2008 s/travail disproportionné



8. ATA/647/2007 du 18.12.2007

Domaine : AD

Entité visée : EPA (AIG)

Demande : Accès à une étude externe sur les risques liés à la gestion de l'AIG (et communiquée à l'OFAC)

Demandeurs : 2 assoc. et un particulier actifs dans la défense des riverains de l'AIG

Consid. : LIPAD applicable et non LTrans
OFAC seul à pouvoir décider désormais, pas d'entrave au processus décisionnel, et AIG plus en mesure de négocier quoi que ce soit (LIPAD 26 II c). Rec. admis

Autres réf. : -



9. ATA/307/2008 du 10.06.2008

Domaine : AD

Entité visée : PJ

Demande : Accès aux dix derniers arrêts CJ en matière de responsabilité de l'État

Demandeur : Avocat

Consid. : LIPAD 16 à 23 non justiciables

Jp civile pas suffisamment publiée, et travail non disproportionné, recours admis

Autres réf. : -



10. ATA/180/2009 du 07.04.2009

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : Consultation du registre des praticiens complémentaires pour connaître assurance RC de l'un d'eux

Demandeur : Ancien patient

Consid. : L'État ne possédait pas l'information demandée :
rejet du recours

Autres réf. : cas semblables: ATA/761/2015, ATA/912/2015



11. ATA/195/2010 du 23.03.2010

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : Intégralité d'un message entre membres du Bureau de l'amiable compositeur, adressé au DFAE

Demandeur : Citoyen indien en litige avec l'ambassade

Consid. : Bureau AC est soumis à la LIPAD
Envoi au DFAE => perte qualité note intra-adm.
Exception de risque de dégradation des relations avec un État étranger admise (LIPAD 26 II a)

Autres réf. : -



12. ATA/295/2010 du 04.05.2010

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : Tous avis de droit établis ou reçus par la CHA en rapport avec la réglementation canine cantonale depuis 2004

Demandeur : Avocat

Consid. : Les deux avis de droit produits (et rédigés) par la CHA sont soustraits à la consultation selon LIPAD 26 III, dans le cadre des rapports entre autorité collégiale et ses collaborateurs

Autres réf. : À mettre en lien avec n° 27



13. ATA/383/2010 du 08.06.2010

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : Dossier à la base du rapport d'audit Ziegler sur la police judiciaire

Demandeur : Policier visé

Consid. : Un avocat est soumis à la LIPAD si fait un audit pour une entité publique (délégataire)
Notes personnelles de l'auteur exclues sur la base de LIPAD 25 IV.

Autres réf. : -



14. ATA/190/2012 du 03.04.2012

Domaine : PrD

Entité visée : État

Demande : Radiation de pièces du dossier de police

Demandeur : Personne autrefois visée par proc. pénale

Consid. : Nécessaire de faire une pesée des intérêts sur plusieurs critères, not. possible reprise des poursuites

Ici : prescription atteinte, classement vieux de 13 ans suite à une expertise de crédibilité : recours admis

Autres réf. : ACEDH Khelili c. Suisse, 18.10.11, req. 16188/07

Cas subséquents : ATA/717/2013, ATA/365/2015 (annulé par ATF 1C_307/2015), ATA/636/2016



15. ATA/528/2012 du 21.08.2012

Domaine : PrD

Entité visée : État (DIP)

Demande : Cessation de traitement illicite = transmission de documents personnels à un avocat

Demandeur : Particulier

Consid. : Mandat à un avocat peut constituer tâche publique ou privée (ici publique)
Transmission conforme à LIPAD 39 IX

Autres réf. : -



16. ATA/805/2012 du 27.11.2012

Domaine : AD

Entité visée : Commune

Demande : PV de la législature de deux commissions du CM

Demandeur : Communier

Consid. : PV de commissions en principe pas publics selon
LAC 10

Mais ici ces PV sont en fait des rapports, et pas
d'obstacles à la communication

Autres réf. : -



17. ATA/819/2012 du 04.12.2012

Domaine : PrD

Entité visée : État (OCP)

Demande : Transmission de données OCP (adresse) à un tiers

Demandeur : Créancier du recourant

Consid. : Pesée d'intérêts dans le cadre de LIPAD 39 IX ;
intérêt du créancier à pouvoir intenter un procès
l'emporte, aucun intérêt légitime du recourant

Autres réf. : Cas semblable: ATA/373/2014



18. ATA/265/2013 du 30.04.2013

Domaine : PrD

Entité visée : État (OCP)

Demande : Transmission de données OCP (lieux de résidence déclarés) à un tiers

Demandeur : Ex-épouse du recourant

Consid. : Intérêt de l'ex-épouse à connaître les dates d'entrée et de sortie du territoire (utile dans plus d'un domaine) est prépondérant

Autres réf. : -



19. ATA/495/2014 du 24.06.2014

Domaine : AD

Entité visée : État

Demande : Données sur appartements et loyers d'un immeuble propriété de l'État

Demandeur : Citoyen

Consid. : Pas d'AD concernant le patrimoine financier de l'État, celui-ci ayant la position d'un privé

Autres réf. : Confirmé par ATF 1C_379/2014 du 29.01.2015



20. ATA/767/2014 du 30.09.2014

Domaine : AD

Entité visée : État (DEAS)

Demande : Accès à doc. s/ sanction disciplinaire infligé à un professionnel de la santé nommément désigné

Demandeur : Citoyen

Consid. : Rapports entre LPA et LIPAD : LIPAD s'applique car demande d'AD, LPA applicable par le biais de LIPAD 26 II e

Rapports AD / PrD dans la LIPAD : 35 LIPAD concerne traitement de données, ici demande d'AD donc LIPAD 39 IX applicable par le truchement de LIPAD 26 II f.

Intérêt médecin prépondérant, et caviardage dénaturerait le document

Autres réf. : -



21. ATA/341/2015 du 14.04.2015

Domaine : AD

Entité visée : Fondation privée (subventionnée)

Demande : Accès à accord transactionnel entre Fondation et ex-employé

Demandeur : Journaliste

Consid. : Pesée d'intérêts ; document lié à un conflit soumis au dt privé et hors exécution tâche publique

Intérêt de l'ex-employé prépondérant

Autres réf. : Confirmé par ATF 1C_273/2015 du 18.09.2015
À lire en lien avec n° 23



22. ATA/560/2015 du 02.06.2015

Domaine : AD

Entité visée : EPA (SIG)

Demande : Accès à différents documents liés au projet éolien

Demandeur : Association sauvegarde paysage

Consid. : Pesée d'intérêts et examen des exceptions de
LIPAD 26 II b/c/f/i

Annexes au contrat : refus car indications sur
potentiel énergétique des sites, risque de perte
avantage concurrentiel

Id. pour doc. s/ paramètres économiques

Données personnelles autres annexes : peuvent être
caviardées sans difficulté

Autres réf. : -



23. ATA/758/2015 du 28.07.2015

Domaine : AD

Entité visée : Commune

Demande : Coûts totaux du licenciement contraire au droit d'une employée de la commune

Demandeur : Journaliste

Consid. : Recours admis, différence avec ATA/341/2015 =
Tâche publique / litige de droit public, intéressée (appelée en cause) ne s'est pas opposée à la transmission

Autres réf. : -



24. ATA/1008/2015 du 29.09.2015

Domaine : PrD

Entité visée : Commune

Demande : Effacer lettre ouverte aux autorités municipales
publiée dans document officiel

Demandeur : Communière

Consid. : Caviardage effectué suffisant
Lettre ouverte = publication prévisible
N'abordent pas LIPAD 40 /47

Autres réf. : -



25. ATA/1060/2015 et 1061/2015 du 06.10.2015

Domaine : AD

Entité visée : PJ (MP)

Demande : Accès aux «Directives Jornot»

Demandeur : Avocat et association

Consid. : Pas de pesée d'intérêt ; refus sur critère de la simple «aide à la décision» ou de risque de rendre la directive obligatoire

Opinion séparée d'1 juge (Cst-GE 119 & RCJ 28)

Autres réf. : Annulés par ATF 1C_604/2015 du 13.06.2016



26. ATA/154/2016 du 23.02.2016

Domaine : AD

Entité visée : EPA (UniGE)

Demande : Contrats entre bibliothèques universitaires et 3
grands éditeurs scientifiques

Demandeur : Citoyen

Consid. : Rec. admis.

Refus basé s/ clause de confidentialité signée,
mais celle-ci réserve l'application de la loi et ne
saurait lui faire échec.

Préjudice éventuel de l'UniGE pas suff. étayé

Autres réf. : -



27. ATA/376/2016 du 03.05.2016

Domaine : AD

Entité visée : Commune

Demande : Accès à un rapport «Analyse de la fonction RH» de 2 experts externes à l'attention du CA

Demandeurs : Deux employées de la commune

Consid. : Même si rédigé par experts externes, rapport assimilable à une note de collaborateurs (LIPAD 26 III), donc AD exclu

Autres réf. : Annulé par ATF 1C_277/2016 du 29.11.2016



28. ATA/1003/2016 du 29.11.2016

Domaine : AD

Entité visée : Commune

Demande : Extraits du Grand Livre – comptes communaux et comptes d'entretien des immeubles locatifs de la commune

Demandeur : Communier ex-CM

Consid. : Constituent bien des documents, en accomplissement d'une tâche publique avec un contenu informationnel

Aucune disposition légale ou réglementaire ne s'oppose à leur divulgation => recours admis

Autres réf. : -

III - Conclusion

- Un contentieux peu élevé mais en augmentation
- Une évolution vers davantage de transparence
- Même si peut cacher d'autres aspects : plus de discrétion des autorités permet de maintenir malgré tout la culture du secret...
- Des cas parfois difficiles à trancher, et souvent difficiles à généraliser (pesées d'intérêts)



Merci de votre attention !

